

LE 15 JUIN 2021, EN GRÈVE ET EN MANIFESTATION

POUR NOS SALAIRES, NOS CONDITIONS DE TRAVAIL, DES EMBAUCHES,
LA PRISE EN CHARGE DE LA POPULATION À HAUTEUR DES BESOINS



Les choix politiques se suivent et se ressemblent depuis maintenant trop longtemps. Ils viennent polluer notre secteur du social, du médico-social, de la santé, de la psychiatrie ; la rationalisation des coûts impacte gravement la qualité de l'accompagnement des résident.e.s, de la prise en charge des patient.e.s et de la santé des travailleur.euse.s. Ces conditions sont aujourd'hui inacceptables.

Le gouvernement a dû « lâcher » une revalorisation salariale (dite Ségur) de 183 € nets pour les uns, 160 € pour d'autres (financée par la Sécurité Sociale) et rien pour trop d'entre nous notamment pour les branches des cabinets médicaux, des prothésistes dentaires, des cabinets dentaires, les établissements Français du Sang (EFS), les SSTI (médecine du travail), le Thermalisme, une grosse partie des salarié.e.s de la Croix-Rouge française (CRf) et de la CCN 51. Les salarié.e.s du social et du médico-social sont également resté.e.s sur le bord de la route.

LE COMPTE N'Y EST PAS !

Les prochaines évolutions salariales prévues dans le cadre de la Mission Laforcade, ne concerneraient que les filières soins : les AMP, les AVS, les AES et tous les autres métiers de l'accompagnement du médico-social seraient exclus pour l'heure et remis à plus tard, plus grave étant l'exclusion ferme des personnels administratifs et des services généraux.

LES RAISONS DE LA COLÈRE

La crise sanitaire a révélé le scandale des salaires au rabais dans la santé et le secteur social, des postes occupés à 85 % par des femmes.

Après un an de crise de la Covid-19, rien n'a été fait pour améliorer les conditions de travail : au contraire, les effectifs sont toujours insuffisants, les remplacements ne sont pas assurés et les salarié.e.s sont épuisé.e.s. L'ambulatoire se développe de plus en plus en augmentant la charge de travail quotidienne.

Le sous-effectif permanent est aggravé par des démissions de salarié.e.s écœuré.e.s de ne pouvoir prodiguer des soins et un accompagnement de qualité.

- Pour l'arrêt de toute marchandisation du secteur,
- Pour l'amélioration des conditions d'accueil et de prise en charge des patient.e.s résident.e.s,
- Pour redonner du sens à nos missions, et retrouver des conditions de travail acceptables,
- Pour l'application en EHPAD d'un.e salarié.e pour un.e résident.e,
- Pour un plan ambitieux de formations qualifiantes,
- Pour une revalorisation salariale d'au moins 300 € nets/mois
- Contre la remise en cause des acquis sociaux conventionnels ou d'entreprise,
- Contre la distribution des fonds publics aux actionnaires des groupes privés marchands,
- Pour un grand service public de santé et d'action sociale.

**DES CRÉATIONS DE POSTES
ET 300 € POUR TOUTES ET TOUS,
C'EST LE MINIMUM**

Alors que des centaines de milliards sont attribués aux entreprises privées, que les groupes de santé marchands continuent de faire des profits et à verser des dividendes aux actionnaires, il est légitime d'exiger un système de santé et d'action sociale à la hauteur des besoins de la population.



**TOUTES ET TOUS DANS LA RUE
LE MARDI 15 JUIN 2021,
ON NE LÂCHE RIEN !**